



DOCUMENT DE TRAVAIL

Manifestation annexe

Réponse humanitaire et reconstruction dans la perspective de solutions durables

Animée conjointement par le gouvernement du Nigéria, le HCR et l'OCHA

23 février 2017. Oslo, Norvège

Contexte

Dans le contexte du conflit prolongé qui sévit au nord-est du Nigéria, cette manifestation annexe se propose de mieux mettre en lumière la nécessité d'apporter des solutions à plus long terme lors du retour vers leurs lieux d'origine des populations déplacées, réfugiées dans d'autres zones du pays, au Cameroun, au Tchad ou au Niger. La guérilla menée par Boko Haram et ses retombées dans les pays limitrophes, Cameroun, Tchad et Niger, ont provoqué la fuite de plus de **2,3 millions** de personnes dans la région, dont **1,77 millions** se sont déplacées à l'intérieur du Nigéria, tandis que quelque **201 600** Nigériens cherchaient l'asile au Cameroun, au Tchad et au Niger. Les pays qui accueillent les réfugiés comptent eux-mêmes des nombres conséquents de déplacés internes (Cameroun : **198 889** ; Tchad : **103 876** ; Niger : **121 391**). Le conflit continue à générer de nouveaux flux de population et des déplacements secondaires. Dans le même temps, des retours spontanés de PDI et de réfugiés ont été observés dans le nord-est nigérian, y compris dans des zones récemment regagnées sur l'insurrection. Ces retours n'étaient pas toujours volontaires, et ne se sont pas toujours déroulés dans des conditions satisfaisantes du point de vue de la sécurité ni de la dignité humaine. L'accès aux produits alimentaires et aux services de base est très restreint, ce qui déclenche des mécanismes d'adaptation négatifs. Les activités de subsistance, y compris celles qui s'appuient sur le commerce transfrontalier, restent très limitées, et la cohésion sociale au sein des communautés est sévèrement compromise. La situation est encore aggravée par le contexte socio-économique fragile propre au Sahel, marqué par une pauvreté chronique, des conditions climatiques rudes, des infrastructures très insuffisantes et un accès limité aux services de base

Problématique spécifique

La recherche de solutions dans la zone nord-est du Nigéria se déroule sur fond de difficultés majeures, notamment l'insécurité et la persistance du conflit. Les infrastructures et les **services de base** ont subi de graves dégradations, et le commerce transfrontalier reste limité. Les personnes déplacées qui optent pour le retour disposent de peu de ressources pour reprendre le cours de leurs vies, en raison des destructions générées par le conflit et de la durée prolongée de leur absence. La grande majorité des déplacés internes restent pour l'heure dans des communautés d'accueil, où leurs besoins, leur vulnérabilité et les risques auxquels ils sont exposés s'accroissent. L'étude menée conjointement par le HCR et la Banque mondiale, intitulée « *Les déplacements de populations forcés induits par l'insurrection de Boko Haram dans la région du Lac Tchad* » (*Forced Displacement by the Boko Haram conflict in the Lake Chad Region*) a montré que l'impact spécifique de ces déplacements portait non seulement sur les besoins des personnes concernées, mais aussi sur le tissu social, sur des facteurs socio-économiques et sur les conditions de sécurité et de protection dans la région.

Les possibilités

Face au problème des populations déplacées, un certain nombre de solutions potentielles se présentent au Nigéria, notamment grâce au plan d'action gouvernemental et à l'engagement des autorités. Les acteurs de l'aide au développement s'impliquent de façon croissante, et l'on évolue clairement vers des démarches collaboratives où ces derniers entrent en jeu aux côtés des humanitaires. Cette tendance coïncide avec un consensus international de plus en plus net en faveur d'une nouvelle approche, plus globale, qui répond à ces défis par-delà les besoins humanitaires immédiats, et s'efforce d'améliorer le quotidien des déplacés tout en cherchant des solutions durables. Cette nouvelle méthode de travail visant des résultats collectifs ouvre une voie concrète, qui doit permettre de passer de la fourniture

d'une aide à la réduction des besoins, des risques et des fragilités, et contribuer ainsi à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et sa promesse de « ne laisser personne sur le bord du la route ». Ce principe s'inscrit aussi dans l'esprit des engagements en faveur d'une programmation de l'action sur plusieurs années, de son adaptation aux spécificités locales, et de l'interdépendance entre humanitaire et aide au développement.

Les prochaines étapes

En mars 2015, la CEDEAO a demandé à la Banque mondiale et au HCR de procéder à une étude commune sur « Les déplacements de populations forcés induits par l'insurrection de Boko Haram dans la région du Lac Tchad ». L'objectif principal de cette étude était d'analyser les incidences des déplacements forcés provoqués par la guérilla de Boko Haram, de cerner les causes fondamentales du conflit, de formuler des recommandations concernant les besoins de la région en termes de développement, et de proposer une démarche globale présidant à des solutions. Après de vastes recherches entreprises au Nigéria, au Cameroun, au Tchad et au Niger, et à la suite d'un atelier régional de réflexion organisé à Dakar en mai 2016, auquel participaient des délégations gouvernementales, des partenaires des Nations Unies et d'autres parties-clefs, le rapport publié a proposé une feuille de route globale, visant à la fois à répondre aux besoins complexes en termes humanitaires et d'aide au développement issus de la crise, et à combler l'écart qui sépare ces deux domaines d'action. Le débat a été porté à un niveau supérieur dans le cadre des Dialogues nationaux organisés au Niger et au Tchad en novembre 2016. Actuellement, la Banque mondiale et le HCR travaillent à définir les prochaines étapes concrètes avec les gouvernements concernés. L'appel à un changement de paradigmes dans la manière d'appréhender la question des populations déplacées – pour ne plus uniquement répondre à leur besoins, mais parvenir à une diminution quantifiable des risques auxquels elles se trouvent exposées, à une moindre vulnérabilité et à une amélioration de leur capacité de confiance en leurs propres moyens – est un thème commun à l'étude réalisée par la Banque mondiale et le HCR, à la nouvelle approche du phénomène du déplacement interne et à la nouvelle méthode de travail récemment initiée. Aussi la prochaine étape consistera-t-elle, pour les acteurs de la région, à poursuivre la discussion sur la marche à suivre pour mieux relier leurs cadres d'analyse, de planification et de partenariat, afin de parvenir à des résultats collectifs au bénéfice des déplacés et de leurs communautés d'accueil. Réduire peu à peu les fragilités des PDI et de leurs communautés d'accueil aidera en outre les personnes déplacées à opter de manière informée pour des solutions durables, à savoir le retour, l'intégration locale ou l'installation dans un autre lieu.

Objectifs

1. Mettre en évidence l'aspect régional de la guérilla de Boko Haram et ses conséquences dans la région du Lac Tchad. Présenter des initiatives similaires au projet commun de la BM et du HCR, d'ores et déjà en cours, qui s'attaquent à des questions comme la réduction de la pauvreté, la croissance partagée, la bonne gouvernance et la coexistence pacifique, dans le but de fournir des solutions à cette crise prolongée, en incluant les populations réfugiées dans les plans de développement nationaux et/ou régionaux.
2. L'étude du HCR et de la Banque mondiale sur la situation dans la région du Lac Tchad a débouché sur la conclusion selon laquelle l'élaboration et l'application d'actions durables dans les régions du Nigéria et du pourtour du Lac Tchad affectées par la crise supposait de nouveaux paradigmes de réflexion. Cette conclusion coïncide avec d'autres évolutions des politiques internationales face aux déplacements internes de populations, et à l'émergence d'une nouvelle méthode de travail, visant des résultats collectifs en matière de réduction des besoins, des risques et de la vulnérabilité des populations concernées. La présente séance se propose de faire prendre conscience de la nécessité de penser et travailler différemment, de discuter concrètement de la manière d'accélérer ce changement de perspective, et de recueillir des points de vue concernant les meilleures pratiques en la matière.
3. Échanger des expériences sur la façon dont les pays de la région envisagent (ou pourraient envisager) de répondre aux difficultés que posent le retour des déplacés et leur reconstruction.

Mode de déroulement

La discussion d'une heure prévue dans le cadre de cette manifestation annexe fera appel à un panel d'experts constitué du Haut Commissaire aux Réfugiés, M. Filippo Grandi, du Coordonnateur résident des Nations Unies et Coordonnateur de l'action humanitaire pour le Nigéria, M. Edward Kallon, du Gouverneur de l'État de Borno, Nigéria, Son Excellence Kashim Shattema, de la représentante de la Banque mondiale, Mme Indira Konjhodzic, et du Secrétaire général du Conseil norvégien pour les réfugiés, M. Jan Egeland. La discussion entre les participants mettra l'accent sur les thèmes suivants : le rôle des partenaires internationaux s'agissant du soutien aux retours, les modalités de renforcement des liens entre l'action humanitaire d'urgence et la reconstruction à long terme, la nécessité de veiller à une implication plus fortes des autorités nationales et locales au moment d'aider les familles à reprendre une vie normale, et la réponse aux besoins spécifiques des femmes et des jeunes filles. Les débats au sein de la tribune seront conduits par M. Bill Swing, de l'OIM, et seront suivis de contributions et de questions formulées par l'assistance.

Documents de référence

- ★ Nigeria Humanitarian Response Plan 2017 <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/nigeria>
- ★ Nigeria 2017 Regional Refugee Response Plan (RRRP), [Here](#)
- ★ HCT Framework on Durable Solutions for Displaced Persons and Returnees and Operational Checklist
- ★ Protection and Solutions Strategy for the North East Nigeria, UNDP and UNHCR, 2017 (en cours de rédaction)
- ★ Summary of Maiduguri Consultation on Solutions Strategy for the North East Nigeria
- ★ Regional Protection Dialogue on the Lake Chad Basin - Abuja Action Statement, 8 June 2016 <http://reliefweb.int/report/nigeria/regional-protection-dialogue-lake-chad-basin-abuja-action-statement-8-june2016>
- ★ Forced Displacement by the Boko Haram Conflict in the Lake Chad Region, The World Bank and UNHCR, June 2016 <http://data2.unhcr.org/en/documents/details/52535>
- ★ North East Nigeria Recovery and Peacebuilding Assessment, June 2016, <http://www.worldbank.org/en/topic/fragilityconflictviolence/brief/recovery-peacebuilding-assessments-faqs>
Forcibly Displaced – Towards a development approach supporting refugees, the internally displaced, and their hosts; WB / UNHCR 2016 <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/25016>
- ★ After the World Humanitarian Summit: Better Humanitarian Development Cooperation for Sustainable Results on the Ground (2016) and Addressing Protracted Displacement: A Framework for Development-Humanitarian Cooperation (2015), OCHA, UNDP, UNHCR, UNICEF, WFP, and the World Bank, supported by the Center on International Cooperation, http://cic.nyu.edu/sites/default/files/final_whs_hdag_thinkpiece_june_14_2016.pdf and http://cic.nyu.edu/sites/default/files/addressing_protracted_displacement_a_think_piece_dec_2015.pdf